

SITOGRAPHIE

DROITS DE L'ENFANT ET DES JEUNES : SITES UTILES

Défenseur des droits des jeunes

DÉFENSEUR DES DROITS

www.defenseurdesdroits.fr autorité constitutionnelle indépendante. Unique en son genre, elle est chargée de veiller à la protection de vos droits et de vos libertés et de promouvoir l'égalité.

ADO JUSTICE

<http://www.ado.justice.gouv.fr/> Information sur les libertés et les droits des jeunes et sur la justice en France. Question-réponse sur les droits des mineurs, vidéos.

CDAD Moselle Comité Département d'accès aux Droits

<http://www.cdad-moselle.justice.fr/> permettre aux citoyens, en particulier les plus démunis, d'être informés sur leurs droits et leurs devoirs. C'est également participer à la prévention des litiges et créer les conditions d'une plus grande cohésion sociale.

EDUCADROIT

<https://educadroit.fr/> plateforme pédagogique pour éduquer les jeunes au droit et à l'exercice de leurs droits

Dans tous les domaines

JCOMJEUNE.COM CIDJ

www.jcomjeune.com rubrique vos droits dossiers pratiques, modèles de lettre et réponses à vos questions juridiques.

SERVICE PUBLIC

<https://www.service-public.fr/> Portail de l'administration française : fiches pratiques, annuaire international des sites publics

MINISTERE DELA VILLE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

<http://www.jeunes.gouv.fr/> Ce site internet, « vitrine des politiques de jeunesse » du Gouvernement, a pour but de mettre en lumière ce que fait l'Etat pour les jeunes : Regrouper les différents sites dédiés à la jeunesse en 1 site unique concentrant toutes les actions de l'Etat en faveur des 16 - 25 ans

En cas de maltraitance, violence, harcèlement

ALLO ENFANCE EN DANGER

<http://www.allo119.gouv.fr/> Tél : 119 Service National d'Accueil Téléphonique pour l'Enfance Maltraitée. Accueillir les appels d'enfants en danger ou en risque de l'être et de toute personne confrontée à ce type de situations, pour aider à leur dépistage et faciliter la protection des mineurs en danger.

AGIR CONTRE LE HARCÈLEMENT A L'ECOLE

<http://www.agircontreleharcelementalecole.gouv.fr/> Centre de ressources, que faire ? qui contacter ?

N° ENFANTS DISPARUS CFPE - 116 000

<http://www.116000enfantsdisparus.fr/> Fugue, enlèvement parental, disparition d'enfants : Ecoute, soutien et accompagnement des familles.

N° STOP HARCÈLEMENT : 30 20

vous permet de dialoguer avec des spécialistes de l'association l'École des parents et des éducateurs d'Ile-de-France.

Ils vous écouteront, vous donneront des conseils et vous mettront en relation avec le « référent harcèlement » de votre académie en cas de besoin.

N° NET ÉCOUTE : 0800 200 000

<https://www.netecoute.fr/> En cas de cyber-harcèlement, vous pouvez contacter le n° net Ecoute, géré par l'association E-Enfance. Au-delà de l'écoute et du conseil, Net Ecoute peut vous aider au retrait d'images ou de propos blessants, voire de comptes le cas échéant.

ACPE Association Contre la Prostitution des Enfants

<http://www.acpe-asso.org/> Elle lutte contre le tourisme dit "sexuel", se porte partie civile dans les procès contre les pédophiles, les clients "occasionnels", les réseaux de proxénètes, de cybercriminalité.

CNCB Comité National Contre le Bizutage

<http://contrebizutage.fr/> Recueille les témoignages par Email, par téléphone ou par courrier, en assurant la plus grande discrétion voire l'anonymat s'il est souhaitable ou souhaité. Ecoute, conseil et soutien aux victimes et à leurs familles et à tous ceux qui osent témoigner.

INAVEM Fédération Nationale d'Aide aux Victimes et de Médiation

www.inavem.org informations pratiques et adresses des associations locales d'aide aux victimes

Protection de l'enfance

CMSEA Comité Mosellan de Sauvegarde de l'Enfance et Adolescence
<http://www.cmsea.asso.fr/> sauvegarder et promouvoir les possibilités d'accès à l'autonomie, à la dignité et à la solidarité pour les personnes en difficulté.

PJJ Protection Judiciaire de la Jeunesse

<http://www.justice.gouv.fr/justice-des-mineurs-10042/la-dir-de-la-protection-judiciaire-de-la-jeunesse-10269/> chargée, dans le cadre de la compétence du ministère de la Justice, de l'ensemble des questions intéressant la justice des mineurs et de la concertation entre les institutions intervenant à ce titre

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA MOSELLE

http://www.cg57.fr/moselleetvous/Pages/Fiche_enfants_prevention.aspx Aide Sociale à l'Enfance (ASE) a pour mission de mener des actions pour éviter la marginalisation des jeunes, prévenir les mauvais traitements, assurer l'entretien et l'hébergement des mineurs et des mères isolées avec leurs enfants.

CNLAPS Comité National des Acteurs de la Prévention Spécialisée

<http://www.cnlaps.fr/> promotion des objectifs des clubs et équipes de prévention spécialisée.

Média : droit à l'image et respect de la vie privée

CSA Conseil Supérieur de l'Audiovisuel

<http://www.csa.fr/Television/Le-suivi-des-programmes/Jeunesse-et-protection-des-mineurs>

Le CSA a mis en place une signalétique obligatoire et commune à toutes les chaînes françaises qui permet d'informer les adultes et les enfants sur le type de programme.

CNIL Commission Nationale des Libertés et de l'Informatique

<http://www.cnil.fr/> propose sur son site des fiches pratiques à l'attention des enseignants pour apprendre à surfer sur le net en toute sécurité.

TRALALERE

<http://www.internetsanscrainte.fr/> produit des contenus éducatifs numériques pour les enfants et leurs médiateurs éducatifs, décliné sur supports offline et online.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

www.internet-signalement.gouv.fr pour signaler des contenus illicites (pédophilie, incitation à la haine raciale...)

Droit du travail

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DU DIALOGUE SOCIAL

www.travail-emploi.gouv.fr fiches pratiques concernant les congés, le licenciement, l'alternance, le chômage, la rupture conventionnelle, la durée légale du travail

Droit des étrangers

GRUPE D'INFORMATION ET DE SOUTIEN DES IMMIGRÉS

www.gisti.org renseigne sur les droits des étrangers : carte de séjour, naturalisation, et propose des courriers type

INFO MIGRANTS

www.info-migrants.org/, tél 01 53 26 52 82, service d'informations juridiques en droit des étrangers, en ligne et par téléphone.